

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2830

[2009/203721]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les statuts du Port autonome de Namur

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 6, § 1^{er}, X, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 20 juin 1978 créant le Port autonome de Namur;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 12 février 2004 sur le statut de l'administrateur public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement et modifié le 15 mai 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon marque accord sur le texte des statuts modifiés du Port autonome de Namur rédigés comme suit :

« Statuts du Port autonome de Namur

CHAPITRE I^{er}. — *Objets et siège*

Article 1^{er}. Il est décidé par les présentes que l'Organisme créé sous la dénomination "Port autonome de Namur" par la loi du 20 juin 1978 est constitué d'une association de pouvoirs publics comprenant la Région wallonne, la province de Namur, la ville de Namur, la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise, la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse, la ville d'Andenne, la commune de Floreffe et la commune de Sambreville.

Art. 2. L'association a pour objet d'aménager, d'équiper, de gérer et d'exploiter les zones portuaires, industrielles et commerciales y compris leurs dépendances, installations, bâtiments et terrains qu'elle crée ou acquiert elle-même ou que lui confient la Région wallonne ou d'autres autorités publiques et qui sont situées dans la province de Namur.

En vue de la réalisation de cet objet, elle recherche les moyens propres à développer la prospérité des zones portuaires, industrielles et commerciales qu'elle crée ou qui lui sont confiées et prend toutes les mesures utiles pour les besoins du commerce et de l'industrie. Elle peut poursuivre son objet soit par exploitation directe, soit de toute autre manière. Elle peut poursuivre tout objet rattaché à l'objet principal et susceptible de concourir à sa réalisation ou de faciliter celle-ci.

La mission du Port autonome s'étend en ce qui concerne les zones portuaires qui lui sont confiées, aux murs de quai et aux murs de darse, tels qu'ils sont délimités par des plans dressés contradictoirement, ainsi qu'aux chaussées, accotements, terre-pleins et talus des voies d'accès aux divers quais depuis la limite de la voirie.

Sont à sa charge, les frais de dragage des darses et sur une largeur de 10 mètres, de lieux de chargement et de déchargement de bateaux le long des murs de quai qui lui sont remis, à l'exclusion des bassins de virement et des "tire-à-terre" des chantiers navals.

L'association est autorisée à accorder des concessions et autorisations à des tiers; à louer des biens meubles et immeubles; à percevoir des péages, redevances, droits de quai, produits de location et autres résultant de l'exploitation des installations et ouvrages, suivant les barèmes arrêtés par le Gouvernement wallon.

Art. 3. Le siège de l'association est établi à Namur.

CHAPITRE II. — *Fonds social, apports*

Art. 4. Le capital social de l'association est fixé à 1.090.731,50 €.

Art. 5. L'apport des associés se répartit comme suit :

Région wallonne : 198.314,81 €.

Province de Namur : 198.314,81 €.

Ville de Namur : 148.736,11 €.

Bureau économique de la province de Namur : 198.314,81 €

Ville d'Andenne : 74.368,05 €.

Commune de Floreffe : 74.368,05 €.

Commune de Sambreville : 74.368,05 €.

Les quatre premiers associés ont versé leur numéraire lors de la création du Port, la dixième partie de leur apport soit au total 74.368,05 €.

Dans les six mois de la publication de la loi approuvant les présents statuts, il sera versé en numéraire par le nouvel associé, la commune de Sambreville, la dixième partie de son apport.

Le montant versé en numéraire par les associés s'élèvera ainsi à 96.678,47 €.

Le solde des apports sera versé au fur et à mesure des besoins.

En outre, à la date de promulgation des présentes, la Région wallonne a fait apport à l'association de la jouissance des zones portuaires, industrielles et commerciales de Tamines, Auvelais, Floreffe, Amptia, Floriffoux, Malonne, Hiver, Froidevaux, Rivière, Velaine, Bon Dieu, Jambes-Erpent, Beez, Lives, Maizeret, Marche-les-Dames, Namèche, Samson, Sclayn, Gevrinne, Vezin, Sclaigneaux, Seilles et Andenne et leurs dépendances, ouvrages, installations, bâtiments et terrains dans les limites des plans annexés aux statuts approuvés le 20 juin 1978 et aux arrêtés royaux et ministériels de la Région wallonne, transmettant la gestion des immeubles, étant entendu que ces biens restent propriétés de la Région wallonne. Cet apport est porté pour la somme de 371.840 €.

Les associés ne sont solidaires ni entre eux, ni avec l'association, ils ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur apport, sauf la Région wallonne qui s'engage à garantir les emprunts contractés ou émis par l'association.

Art. 6. En outre, le Port autonome peut bénéficier, sans que la Région wallonne prétende à une contrepartie dans l'avoir de l'association :

- du concours des Services du Service public de Wallonie pour l'élaboration des plans et projets ainsi que pour la direction des travaux;
- du concours des fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation des acquisitions amiables ou pour voie d'expropriation.

Art. 7. L'association dispose des zones portuaires, industrielles et commerciales et de leurs dépendances, ouvrages, installations, bâtiments et terrains, tels qu'ils sont indiqués aux plans annexés aux statuts approuvés le 20 juin 1978 et aux arrêtés royaux et ministériels de la Région wallonne, transmettant la gestion des immeubles. Ces plans, certifiés conformes sont déposés au siège du Port autonome de Namur. En cas de modification dans la circonstance des biens, les plans sont révisés.

Les opérations de remise de nouveaux biens ont lieu en présence d'un représentant de chacune des parties et font l'objet d'un plan détaillé et d'un procès-verbal indiquant les biens de toute nature attribués au Port et leur état au moment de la remise.

Art. 8. Indépendamment des apports visés à l'article 6, l'association dispose des ressources ci-après :

- droits de quai, péages et redevances de toute nature, produits de location et divers;
- subvention des autorités et organismes publics et des personnes de droit privé;
- prélèvement sur le fonds de réserve;
- produits d'emprunts à émettre ou à contracter par l'association;
- toutes autres recettes accidentelles.

CHAPITRE III. — Administration, surveillance

Art. 9. L'association est administrée par un conseil d'administration comprenant un président désigné par le Gouvernement wallon parmi les personnalités représentatives de la Province de Namur et dix-sept membres, nommés par les associés.

Les mandats sont répartis comme suit :

- la Région wallonne dispose de sept mandats;
- la province de Namur de trois mandats;
- la ville de Namur de deux mandats;
- la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise de deux mandats;
- la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse d'un mandat;
- la ville d'Andenne d'un mandat;
- la commune de Floreffe d'un mandat.

Art. 10. Le conseil élit deux vice-présidents et il désigne le secrétaire du conseil parmi le personnel mis à la disposition du Port par le Service public de Wallonie. Le secrétaire du conseil n'a pas voix délibérative.

Art. 11. Un membre suppléant est désigné pour chaque titulaire par l'autorité qui a nommé ce dernier. Les suppléants sont autorisés à remplacer les titulaires toutes les fois que ceux-ci se trouvent empêchés.

Le président, les membres et les suppléants représentant la Région wallonne sont nommés pour un terme de cinq ans, les nominations sont renouvelables.

Les membres et les suppléants représentant la province, les communes et le BEP sont nommés pour un terme de six ans. Les nominations sont renouvelables; les nominations se font dans les quatre mois qui suivent la mise en place du conseil provincial, des conseils communaux et du BEP.

Les membres du conseil et les suppléants peuvent en tout temps être remplacés dans leur fonction par les autorités qui les ont nommés.

Les successeurs désignés dans les trois mois achèvent le mandat.

En cas de décès ou de démission du président, d'un membre ou d'un suppléant, son successeur désigné dans les trois mois achève le mandat.

Est réputé de plein droit démissionnaire, celui qui perd la qualité en fonction de laquelle il avait été nommé, son successeur achève le mandat.

Art. 12. Le bureau est composé du président, des deux vice-présidents et du secrétaire.

Art. 13. Les délibérations du conseil font l'objet de procès-verbaux dressés par le secrétaire. Il est tenu d'adresser aux membres effectifs, aux membres suppléants ayant assisté à la délibération et aux commissaires du Gouvernement visés à l'article 17 une copie des procès-verbaux dans les dix jours qui suivent la date de la délibération. Il y joint une copie de tous les documents auxquels se réfèrent les délibérations et qui n'auraient pas été transmis antérieurement. Chaque procès-verbal est approuvé ou modifié lors de la séance suivante.

Les copies conformes et les extraits sont signés par le secrétaire.

Art. 14. Le conseil peut désigner une ou des personnes auxquelles il délègue sous sa responsabilité les pouvoirs nécessaires pour la gestion journalière de l'association.

En outre, le conseil peut, sous sa responsabilité, déléguer certains pouvoirs déterminés à l'un ou à plusieurs de ses membres.

Art. 15. Le conseil a le pouvoir de faire tous les actes d'administration et de disposition du Port autonome; il statue sur toutes les questions relatives aux travaux du port, à son outillage et à son exploitation; il accorde les concessions et autorisations, il achète et vend, prend et donne en location les biens meubles et immeubles.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont introduites au nom de l'association par le conseil d'Administration et sur décision de celui-ci.

Art. 16. Le conseil établit par un règlement d'ordre intérieur toutes les modalités de fonctionnement et d'organisation de l'association; ce règlement est soumis à l'approbation du Ministre de la Région wallonne ayant les Travaux publics dans ses attributions.

Art. 17. Le contrôle de l'association en exécution de la législation relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par le Gouvernement wallon, l'un sur présentation du Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions et l'autre sur présentation du Ministre ayant le Budget dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Exercice social, bilan, compte de profits et pertes, répartition*

Art. 18. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Art. 19. Le conseil établit chaque année :

- un projet de budget;
- un rapport annuel sur l'activité de l'association;
- un compte annuel d'exécution du budget;
- un bilan accompagné d'un compte de résultats.

Il établit également des situations périodiques.

Ces documents sont adressés aux Ministres intéressés à l'époque et selon les conditions et modalités déterminées par les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle de certains organismes d'intérêt public, ainsi qu'aux autres associés.

Art. 20. Les règles d'évaluation des investissements réalisés par le Port autonome de Namur sont les suivantes :

1. Règles d'évaluation des équipements des ports et des travaux :

Terrains et plantations : pas d'amortissement.

Acquisition de terrains : amortissement en 1 an, l'année d'acquisition des terrains.

Voiries et aires de stockage : amortissement en 30 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Revêtements routiers : amortissement en 5 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Acquisition de bâtiments : amortissement en 30 ans à partir de l'année de l'acquisition.

Réhabilitation de bâtiments : amortissement en 30 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Ouvrages d'art et ponts : amortissement en 50 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Ponts bascules et tire-à-terre : amortissement en 30 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Travaux d'égouttage : amortissement en 50 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Canalisations d'eau : amortissement en 30 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Raccordements ferrés : amortissement en 30 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Raccordements électriques : amortissement en 15 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Signalisations routières : amortissement en 5 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Frais d'études : amortissement en 5 ans à partir de l'année de mise en service des travaux.

Travaux annexes : amortissement au même rythme que celui des travaux principaux auxquels ils se rapportent à partir de l'année de mise en service des travaux.

- Autres équipements divers : amortissements en fonction de la nature et de la durée de vie économique de l'équipement concerné.

2. Règles d'évaluation des subsides :

Amortissement des subsides au même rythme que celui des investissements pour lesquels ils ont été attribués.

3. Règles d'évaluation des immobilisations incorporelles.

Immobilisations détenues en emphytéose : amortissement sur la durée de l'usufruit à partir de l'année de prise en vigueur du contrat.

4. Règles d'évaluation des autres immobilisations corporelles :

Matériel et mobilier de bureau : amortissement en 5 ans à partir de l'année d'achat.

Matériel informatique : amortissement en 3 ans à partir de l'année d'achat.

Art. 21. Les bénéfiques nets sont affectés comme suit :

1. Il peut être prélevé une dotation nécessaire au paiement d'une rétribution aux associés. Cette rétribution est fixée par le conseil d'administration. Elle ne peut excéder 6 % du capital libéré par les associés.

Le solde éventuel est versé à un fonds de réserve sans affectation spéciale.

Les pertes éventuelles sont couvertes par le fonds de réserve et, à défaut, sont reportées à nouveau.

CHAPITRE V. — *Révision des statuts, retraits, prorogation, dissolution, liquidation*

Art. 22. Toute modification des statuts de l'association est arrêtée par le conseil et approuvée conformément aux dispositions de la loi.

Art. 23. Les associés ne peuvent se retirer de l'association et celle-ci ne peut être dissoute que du consentement de tous les associés et moyennant l'approbation du Gouvernement wallon.

Elle peut l'être également par arrêté du Gouvernement wallon.

Art. 24. 1. En cas de dissolution, le conseil désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe le mode de liquidation compte tenu des paragraphes 2 et 3.

2. Les associés reprennent, selon le cas, la propriété et la jouissance de leurs apports, ainsi que tous les ouvrages et engins dont ils ont supporté seuls les frais d'acquisition et d'installation. Toutefois, les reprises ne peuvent avoir lieu qu'en respectant l'intégrité de chaque installation portuaire.

Les ouvrages ou engins que les associés sont amenés à abandonner sont repris par la Région wallonne suivant estimation des biens à dire d'experts, au moment de leur dissolution; s'il s'agit d'ouvrages subventionnés par la Région wallonne, les associés ne sont indemnisés qu'au prorata de leurs débours propres.

3. Les ouvrages et installations exécutés aux frais de l'association même, ainsi que toute acquisition faite par celle-ci, sont remis à la partie à qui appartenait le port avant la constitution de l'association ou, à défaut, à la personne publique qui reprend la gestion et l'exploitation du port. Le produit de ces remises, dont la valeur vénale est fixée à dire d'experts, est versé à l'actif de l'association en liquidation.

L'actif disponible, déduction faite du passif exigible, est partagé entre les associés dans la proportion de leurs apports. Les pertes sont supportées dans la même proportion. »

Art. 2. Les présents statuts annulent et remplacent les statuts approuvés par le Gouvernement wallon en date du 10 mai 2001, ainsi que leurs adaptations ultérieures.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2830

[2009/203721]

**27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung der Satzungen des autonomen Hafens von Namur**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 6, § 1, X des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung in seiner am 15. Mai 2008 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung stimmt dem wie folgt verfassten Text der abgeänderten Satzungen des autonomen Hafens von Namur zu:

«Satzungen des autonomen Hafens von Namur

KAPITEL I — *Gesellschaftszweck und Sitz*

Artikel 1 - Durch dieses Dokument wird die durch das Gesetz vom 20. Juni 1978 unter der Bezeichnung "Autonomer Hafen von Namur" gegründete Einrichtung als eine Vereinigung von öffentlichen Behörden gegründet, die die Wallonische Region, die Provinz Namur, die Stadt Namur, die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la région namuroise" (Interkommunale Gesellschaft für die wirtschaftliche Einrichtung und die Ausrüstung der Gegend von Namur), die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse" (Interkommunale Gesellschaft für die wirtschaftliche Einrichtung und die Ausrüstung der Famenne, des Condroz und der Obermaas), die Gemeinde Floreffe und die Gemeinde Sambreville umfasst.

Art. 2 - Die Vereinigung hat zum Zweck, die Hafen-, Industrie- und Handelsgebiete, einschließlich ihrer Nebenanlagen, Vorrichtungen, Gebäude und Grundstücke, die sie selbst einrichtet oder die ihr von der Wallonischen Region oder von anderen öffentlichen Behörden anvertraut werden und die sich in der Provinz Namur befinden, einzurichten, auszustatten, zu verwalten und zu betreiben.

Zur Verwirklichung dieses Zwecks untersucht sie die geeigneten Mittel zur Förderung des Wohlstands der Hafen-, Industrie- und Handelsgebiete, die sie selbst einrichtet oder die ihr anvertraut werden, und trifft sie alle für die Bedürfnisse von Handel und Industrie nützlichen Maßnahmen. Sie kann ihren Zweck entweder durch Selbstbewirtschaftung oder auf jede andere Weise verfolgen. Sie kann jeden anderen Zweck, der mit dem Hauptgegenstand verbunden ist und der zu dessen Verwirklichung beitragen oder ihn erleichtern kann, verfolgen.

Die Aufgabe des autonomen Hafens betrifft ebenfalls, was die ihm anvertrauten Hafengebiete angeht, die Kai- und Beckenmauern, so wie sie in kontradiktorisch aufgestellten Zeichnungen abgegrenzt sind, sowie die Fahrbahnen, Seitenstreifen, Mittelstreifen und Böschungen der Zugangswege zu den verschiedenen Kaien ab der Grenze des Straßennetzes.

Die Kosten für das Baggern der Hafenbecken, und für das Baggern der Ein- und Ausladeplätze der Schiffe über eine Breite von 10 Metern entlang der Kaimauern, die dem autonomen Hafen anvertraut werden, gehen zu dessen Lasten, mit Ausnahme der Wendebetten und der Hellinganlagen der Werften.

Die Vereinigung darf Dritten Konzessionen und Genehmigungen gewähren, bewegliche und unbewegliche Güter vermieten, Mautgebühren, Gebühren, Kagebühren, Mieteinnahmen und andere aus dem Betrieb der Anlagen und Bauwerke stammende Einnahmen gemäß den von der Wallonischen Regierung festgesetzten Tariftabellen erheben.

Art. 3 - Der Sitz der Vereinigung befindet sich in Namur.

KAPITEL II. — Sozialfonds, Einlagen

Art. 4 - Das Gesellschaftskapital ist auf 1.090.731,50 € festgesetzt.

Art. 5 - Die Einlagen der Teilhaber sind wie folgt aufgeteilt.

Wallonische Region: 198.314,81 €;

Provinz Namur: 198.314,81 €;

Stadt Namur: 148.736,11 €;

Bureau économique de la province de Namur (Wirtschaftsbüro der Provinz Namur): 198.314,81 €;

Stadt Andenne: 74.368,05 €;

Gemeinde Floreffe: 74.368,05 €;

Gemeinde Sambreville: : 74.368,05 €;

Die ersten vier Teilhaber haben bei der Gründung des Hafens das Zehntel ihrer Beteiligung in bar eingezahlt, was einem Gesamtbetrag von 74.368,05 € entspricht.

Innerhalb sechs Monaten nach der Veröffentlichung des Gesetzes zur Genehmigung dieser Satzungen wird der neue Teilhaber, die Gemeinde Sambreville, das Zehntel seiner Beteiligung in bar einzahlen.

Die gesamte in barem Geld von den Teilhabern eingezahlte Summe beträgt somit 96.678,47 €.

Der Restbetrag der Beteiligungen wird nach und nach je nach den Bedürfnissen überwiesen.

Außerdem bringt die Wallonische Region am Datum der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses die Nutznießung der Hafen- Industrie- und Handelsgebiete von Tamines, Auvelais, Floreffe, Amptia, Floriffoux, Malonne, Hiver, Froidevaux, Rivière, Velaine, Bon Dieu, Jambes-Erpent, Beez, Lives, Maizeret, Marche-les-Dames, Namêche, Samson, Sclayn, Gevrinne, Vezin, Sclaigneaux, Seilles und Andenne und ihrer Nebenanlagen, Bauwerke, Anlagen, Gelände und Grundstücke innerhalb der Grenzen der den vorliegenden am 20. Juni 1978 genehmigten Satzungen beigefügten Zeichnungen und der königlichen Erlasse und Ministerialerlasse der Wallonischen Region zur Übertragung der Verwaltung dieser Immobiliengüter in die Vereinigung ein, wobei davon ausgegangen wird, dass diese Güter Eigentum der Wallonischen Region bleiben. Diese Einlage wird für die Summe von 371.840 € registriert.

Die Teilhaber haben keine gesamtschuldnerische Haftung, weder einander gegenüber, noch gegenüber der Vereinigung. Ihre Haftung beschränkt sich auf die Höhe ihres entsprechenden Anteils, mit Ausnahme der Wallonischen Region, die sich verpflichtet, sich für die von der Vereinigung aufgenommenen oder ausgelegten Anleihen zu verbürgen.

Art. 6 - Der autonome Hafen kann außerdem das Folgende in Anspruch nehmen, ohne dass die Wallonische Region eine Gegenleistung im Vermögen der Vereinigung fordern kann:

- den Beistand der Dienststellen des öffentlichen Dienstes der Wallonie bei der Erstellung der Zeichnungen und Projekte sowie bei der Leitung der Arbeiten;
- den Beistand der Beamten der Einregistrierungs- und Domänenverwaltung bei der Durchführung der gütlichen oder im Enteignungsverfahren erfolgenden Ankäufe.

Art. 7 - Die Vereinigung verfügt über die Hafen-, Industrie- und Handelsgebiete sowie über ihre Nebenanlagen, Bauwerke, Vorrichtungen, Gebäude und Gelände, so wie sie in den Zeichnungen angeführt sind, die den am 20. Juni 1978 genehmigten Satzungen, den königlichen Erlassen und den Ministerialerlassen der Wallonischen Region zur Übertragung der Verwaltung dieser Immobiliengüter beigefügt sind. Diese beglaubigten Zeichnungen werden am Sitz des autonomen Hafens von Namur abgelegt. Im Falle einer Veränderung im Sachverhalt der Güter werden die Zeichnungen entsprechend abgeändert.

Die Übergabe von neuen Gütern findet im Beisein eines Vertreters jeder der Parteien statt und ist Gegenstand einer detaillierten Zeichnung und eines Protokolls, in dem die dem Hafen zugeteilten Güter jeder Art und deren Zustand zum Zeitpunkt der Übergabe angegeben werden.

Art. 8 - Unabhängig von den in Artikel 6 erwähnten Einlagen verfügt die Vereinigung über die unten stehenden Mittel:

- Kagebühren, Mautgebühren und Gebühren jeder Art, Mieteinnahmen und sonstige Einnahmen;
- Zuschuss der öffentlichen Behörden und Einrichtungen und der Personen privaten Rechts;
- Abbuchung aus dem Reservefonds;

- Erlös aus durch die Vereinigung auszugebenden oder aufzunehmenden Anleihen;
- sonstige zufällige Einnahmen.

KAPITEL III. — *Verwaltung, Überwachung*

Art. 9 - Die Vereinigung wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Dieser besteht aus einem Vorsitzenden, der von der Wallonischen Regierung unter den für die Provinz Namur repräsentativen Persönlichkeiten bezeichnet wird, und siebzehn Mitgliedern, die von den Teilhabern bezeichnet werden.

Die Mandate werden wie folgt vergütet:

- die Wallonische Region verfügt über sieben Mandate;
- die Provinz Namur verfügt über drei Mandate;
- die Stadt Namur verfügt über zwei Mandate;
- die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise" verfügt über zwei Mandate;
- die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse" verfügt über ein Mandat;
- die Stadt Andenne verfügt über ein Mandat;
- die Gemeinde Floreffe verfügt über ein Mandat.

Art. 10 - Der Rat wählt zwei stellvertretende Vorsitzende und bezeichnet den Sekretär des Rats unter dem vom öffentlichen Dienst der Wallonie dem Hafens zur Verfügung gestellten Personal. Der Sekretär hat keine beschließende Stimme.

Art. 11 - Für jedes ordentliche Mitglied wird von der Behörde, die dieses Mitglied ernannt hat, ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet. Die stellvertretenden Mitglieder dürfen die ordentlichen Mitglieder jedes Mal, wenn diese verhindert sind, ersetzen.

Der Vorsitzende, die ordentlichen Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder, die die Wallonische Region vertreten, werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt; die Ernennungen sind erneuerbar.

Die ordentlichen Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder, die die Provinz, die Gemeinden und das "BEP" vertreten, werden für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt. Die Ernennungen sind erneuerbar; die Ernennungen finden innerhalb von vier Monaten nach der Einrichtung vom Provinzialrat, von den Gemeinderäten und vom BEP statt.

Die Mitglieder des Rates und die stellvertretenden Mitglieder können zu jeder Zeit durch die Behörden, die sie ernannt haben, in ihrem Amt ersetzt werden.

Die innerhalb von drei Monaten bezeichneten Nachfolger üben das Mandat bis zu dessen Ende aus.

Bei Ableben oder Rücktritt des Vorsitzenden, eines ordentlichen oder stellvertretenden Mitglieds übt sein innerhalb von drei Monaten bezeichneter Nachfolger das Mandat bis zu dessen Ende aus.

Gilt von Rechts wegen als rücktretend derjenige, der die Eigenschaft, auf deren Grundlage er benannt worden war, verliert; sein Nachfolger übt das Mandat bis zu dessen Ende aus.

Art. 12 - Der Vorstand besteht aus dem Vorsitzenden, den zwei stellvertretenden Vorsitzenden und dem Sekretär.

Art. 13 - Die Beratungen des Rates sind Gegenstand von Protokollen, die vom Sekretär aufgestellt werden. Dieser ist verpflichtet, den effektiven Mitgliedern, den stellvertretenden Mitgliedern, die der Beratung beigewohnt haben, und den in Artikel 17 erwähnten Kommissaren der Regierung eine Kopie der Protokolle innerhalb von zehn Tagen nach dem Datum der Beratung zukommen zu lassen. Er fügt eine Kopie aller Dokumente bei, auf welche sich die Beratungen beziehen und die nicht zuvor übermittelt worden wären. Jedes Protokoll wird bei der nächsten Sitzung für gut befunden oder abgeändert.

Die gleichlautenden Abschriften und die Auszüge werden vom Sekretär unterschrieben.

Art. 14 - Der Rat kann eine oder mehrere Personen bezeichnen, denen er unter seiner Verantwortung die zur täglichen Verwaltung der Vereinigung notwendigen Befugnisse überträgt.

Der Rat kann außerdem unter seiner Verantwortung einem oder mehreren seiner Mitglieder bestimmte Befugnisse übertragen.

Art. 15 - Der Rat ist befugt, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen des autonomen Hafens vorzunehmen; er befindet über alle Fragen in Bezug auf die Arbeiten des Hafens, die Hafenausrüstung und seinen Betrieb; er gewährt Konzessionen und Genehmigungen; er kauft und verkauft, mietet und vermietet die beweglichen und unbeweglichen Güter.

Die Rechtshandlungen sowohl als Kläger als auch als Verklagter werden im Namen der Vereinigung durch den Verwaltungsrat und auf dessen Beschluss eingereicht.

Art. 16 - Der Rat legt eine innere Dienstordnung fest, durch die alle Betriebs- und Organisationsmodalitäten der Vereinigung geregelt werden; diese Dienstordnung unterliegt der Genehmigung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören.

Art. 17 - Die Kontrolle der Vereinigung in Ausführung der Gesetzgebung bezüglich der Kontrolle von bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses erfolgt durch die Vermittlung von zwei von der Wallonischen Regierung benannten Kommissaren, wobei der eine vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, und der andere vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, vorgeschlagen wird.

KAPITEL IV. — *Geschäftsjahr, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, Verteilung*

Art. 18 - Das Geschäftsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember.

Art. 19 - Der Rat erstellt jedes Jahr:

- einen Haushaltsentwurf;
- einen jährlichen Bericht über die Tätigkeit der Vereinigung;

- eine jährliche Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung;
- eine Bilanz, der eine Ergebnisrechnung beigelegt ist.

Er erstellt ebenfalls periodische Berichte.

Diese Dokumente werden den betroffenen Ministern zum Zeitpunkt und gemäß den Modalitäten, die durch die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen in Sachen Kontrolle von bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses bestimmt werden, sowie den anderen Teilhabern übermittelt.

Art. 20 - Die Regeln zur Bewertung der vom autonomen Hafen von Namur getätigten Investitionen sind die folgenden:

1. Regeln zur Bewertung der Ausrüstungen der Häfen und Arbeiten:

- Grundstücke und Anpflanzungen: keine Abschreibung.

Aneignung von Grundstücken: Abschreibung in 1 Jahr, im Jahr des Ankaufs der Grundstücke.

Verkehrswege und Lagerflächen: Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Straßenbeläge: Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Aneignung von Gebäuden: Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr der Aneignung

Sanierung von Gebäuden: Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Kunstabauwerke und Brücken: Abschreibung in 50 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Brückenwaagen und Hellingsanlagen: Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Kanalisationsarbeiten: Abschreibung in 50 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Wasserleitungen: Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Gleisanschlüsse: Abschreibung in 30 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Stromanschlüsse: Abschreibung in 15 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Straßenbeschilderungen: Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Studienkosten: Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt sind.

Nebenarbeiten: Abschreibung nach demselben Zeitplan wie derjenige der Hauptarbeiten, mit denen sie verbunden sind, ab dem Jahr, in dem die Arbeiten fertiggestellt werden.

- Sonstige verschiedene Ausrüstungen: Abschreibungen auf der Grundlage der Art und der wirtschaftlichen Lebensdauer der betroffenen Ausrüstung.

2. Regeln zur Bewertung der Zuschüsse

Abschreibung der Zuschüsse nach demselben Zeitplan wie derjenige der Investitionen, für die sie gewährt worden sind.

3. Regeln zur Bewertung der immateriellen Anlagewerte

Als Erbpacht gehaltene Anlagewerte: Abschreibung über die Dauer der Erbpacht ab dem Jahr, in dem der Vertrag in Kraft tritt.

4. Regeln zur Bewertung der sonstigen immateriellen Anlagewerte

Büromaterial und -mobiliar: Abschreibung in 5 Jahren ab dem Jahr des Ankaufs

EDV-Material: Abschreibung in 3 Jahren ab dem Jahr des Ankaufs

Art. 21 - Die Nettogewinne werden folgendermaßen verwendet:

1. Es kann eine zur Auszahlung einer Entlohnung an die Teilhaber notwendige Dotation entnommen werden. Diese Entlohnung wird vom Verwaltungsrat festgesetzt. Sie darf 6% vom durch die Teilhaber eingezahlten Kapital nicht überschreiten;

Der etwaige Saldo wird einem Reservefonds ohne besondere Zweckbestimmung überwiesen.

Die etwaigen Verluste werden vom Reservefonds gedeckt und in Ermangelung dessen auf das nächste Jahr vorgetragen.

KAPITEL V. — *Revision der Satzungen, Rücktritte, Verlängerung, Auflösung, Liquidierung*

Art. 22 - Jede Abänderung der Satzungen der Vereinigung wird durch den Rat beschlossen und gemäß den Bestimmungen des Gesetzes genehmigt.

Art. 23 - Ohne die Zustimmung aller Teilhaber und die Genehmigung der Wallonischen Regierung darf ein Teilhaber nicht aus der Vereinigung austreten und darf diese nicht aufgelöst werden.

Sie darf ebenfalls durch einen Erlass der Wallonischen Regierung aufgelöst werden.

Art. 24 - 1. Im Falle der Auflösung bezeichnet der Rat den oder die Liquidator(en), bestimmt seine/ihre Befugnisse und setzt die Art und Weise der Liquidierung unter Berücksichtigung der §§ 2 und 3 fest.

2. Die Teilhaber nehmen je nach Fall das Eigentum bzw. die Nutznießung ihrer Einlagen sowie alle Bauwerke und Geräte, deren Ankaufs- und Installierungskosten sie allein getragen haben, zurück. Die Rücknahmen dürfen jedoch nur erfolgen, indem die Integrität jeder Hafenanlage bewahrt bleibt.

Die Bauwerke oder Geräte, die die Teilhaber zurücklassen müssen, werden auf der Grundlage einer von Sachverständigen zum Zeitpunkt der Auflösung vorgenommenen Schätzung der Güter von der Wallonischen Region übernommen; wenn es sich um durch die Wallonische Region bezuschusste Bauwerke handelt, werden die Teilhaber nur im Verhältnis zu ihrer Eigenbeteiligung entschädigt.

3. Die Bauwerke und Anlagen, die auf Kosten der Vereinigung selbst ausgeführt worden sind, sowie alle durch diese getätigten Anschaffungen werden der Partei übergeben, der der Hafen vor der Gründung der Vereinigung gehörte, oder wenn dies nicht möglich ist, der öffentlichen Person, die die Verwaltung und die Betreibung des Hafens übernimmt. Der Ertrag aus diesen Übergaben, deren Verkaufswert von Sachverständigen festgesetzt wird, wird der Aktivseite der im Liquidierungsverfahren befindlichen Vereinigung überwiesen.

Die verfügbaren Aktiva werden nach Abzug der eintreibbaren Passiva unter die Teilhaber im Verhältnis zu deren Einlagen verteilt. Die Verluste werden im gleichen Verhältnis getragen.»

Art. 2 - Die vorliegenden Satzungen heben diejenigen, die am 10. Mai 2001 durch die Wallonische Regierung genehmigt wurden, sowie ihre späteren Anpassungen auf und ersetzen sie.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2009 in Kraft.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung
M. DAERDEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2830

[2009/203721]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de statuten van de Autonome Haven van Namen

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 6, § 1, X, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 tot oprichting van de Autonome Haven van Namen;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de openbare bestuurder;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005 tot regeling van haar werking, gewijzigd op 15 mei 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering stemt in met de tekst van de gewijzigde statuten van de Autonome Haven van Namen, luidend als volgt :

« Statuten van de Autonome haven van Namen

HOOFDSTUK I. — *Doel en zetel*

Artikel 1. Bij deze statuten wordt beslist dat de Instantie die overeenkomstig de wet van 20 juni 1978 onder de benaming "Port autonome de Namur" is opgericht, een vereniging van overheden zal vormen die samengesteld is uit het Waalse Gewest, de provincie Namen, de stad Namen, de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise", de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse", de stad Andenne, de gemeente Floreffe en de gemeente Sambreville.

Art. 2. De vereniging heeft als doel de inrichting, de uitrusting, het beheer en de exploitatie van de haven-, industrie- en handelsgebieden, met inbegrip van de desbetreffende aanhorigheden, installaties, gebouwen en terreinen waarin ze voorziet of zelf aankoopt of die haar door het Waalse Gewest of andere overheden worden toevertrouwd en in de provincie Namen gelegen zijn.

Om dat doel te verwezenlijken zoekt ze naar de geschikte middelen voor de ontwikkeling van de haven-, industrie- en handelsgebieden waarin ze voorziet of die haar toevertrouwd worden en neemt ze alle nuttige maatregelen om in te spelen op de behoeften van handel en industrie. Ze kan haar doel via rechtstreekse exploitatie of op elke andere wijze nastreven. Ze kan elk doel nastreven dat verband houdt met het hoofddoel en de verwezenlijking hiervan zou kunnen bevorderen of vergemakkelijken.

Wat de haar toevertrouwde havengebieden betreft, strekt de opdracht van de Autonome Haven van Namen zich uit tot de kade- en insteekhavenmuren, zoals afgebakend op gezamenlijk opgemaakte plannen, alsook tot de rijbanen, bermen, ophogingen en taluds van de wegen die vanaf de grens van het openbaar weggennet tot de verschillende kaden leiden.

Ze draagt de kosten van de uitbaggering van de insteekhavens en, over een breedte van 10 meter, van de plaatsen waar de schepen geladen en ontladen worden langs de kademuren die haar overgedragen worden, met uitsluiting van de zwaaiplaatsen en de slipways van de scheepswerven.

De vereniging mag concessies en vergunningen aan derden verlenen, roerende en onroerende goederen huren en is gemachtigd tot het innen van tolgeden, retributies, kaderechten, huur- en andere opbrengsten van de exploitatie van de installaties en kunstwerken, met inachtneming van de door de Waalse Regering vastgestelde barema's.

Art. 3. De zetel van de vereniging is gevestigd in Namen.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk kapitaal, inbreng*

Art. 4. Het maatschappelijk kapitaal van de vereniging is vastgelegd op 1.090.731,50 €.

Art. 5. De inbreng van de vennoten wordt bepaald als volgt :

Waals Gewest : 198.314,81 €.

Provincie de Namen : 198.314,81 €.

Stad Namen : 148.736,11 €.

"Bureau économique de la province de Namur" : 198.314,81 €.

Stad Andenne : 74.368,05 €.

Gemeente Floreffe : 74.368,05 €.

Gemeente Sambreville : 74.368,05 €.

De eerste vier vennoten hebben het tiende van hun inbreng, namelijk een totaalbedrag van 74.368,05 €, in contanten gestort bij de oprichting van de haven.

De nieuwe vennoot, met name de gemeente Sambreville, stort het tiende van zijn inbreng binnen zes maanden na de bekendmaking van het besluit tot goedkeuring van deze statuten.

De vennoten storten aldus een totaalbedrag van 96.678,47 € in contanten.

Het saldo wordt naarmate de behoeften gestort.

Bovendien brengt het Waalse Gewest bij de afkondiging van deze statuten in de vereniging het genot in van de haven-, industrie- en handelszones van Tamines, Auvelais, Floreffe, Amptia, Floriffoux, Malonne, Hiver, Froidevaux, Rivière, Velaine, Bon Dieu, Jambes-Erpent, Beez, Lives, Maizeret, Marche-les-Dames, Namèche, Samson, Sclayn, Gevrinne, Vezin, Sclaigneaux, Seilles en Andenne, met de aanhorigheden, kunstwerken, installaties, gebouwen en terreinen binnen de grenzen aangegeven op de plannen die gevoegd zijn bij de op 20 juni 1978 goedgekeurde statuten en bij de koninklijke besluiten en de ministeriële besluiten van het Waalse Gewest tot overdracht van het beheer van onroerende goederen, met dien verstande dat voormelde goederen eigendom van het Waalse Gewest blijven. Deze inbreng wordt geboekt voor de som van 371.840 €.

De vennoten zijn noch onderling, noch met de vereniging hoofdelijk verbonden. Ze zijn slechts verplicht tot het bedrag van hun inbreng, behalve het Waalse Gewest dat zich ertoe verbindt de door de vereniging aangegane of uitgegeven leningen te garanderen.

Art. 6. Bovendien kan de Autonome Haven aanspraak maken, zonder dat het Waalse Gewest een tegenprestatie uit het vermogen van de vereniging eist, :

- op de medewerking van de Diensten van de Waalse Overheidsdienst voor de uitwerking van plannen en tekeningen, alsmede voor de leiding van de werken;
- op de medewerking van de ambtenaren van de administratie van de Registratie en Domeinen voor de verwervingen van de onroerende goederen in der minne of door gerechtelijke onteigening.

Art. 7. De vereniging beschikt over de haven-, industrie- en handelszones en over hun aanhorigheden, kunstwerken, installaties, gebouwen en terreinen zoals ze aangegeven zijn op de plannen die gevoegd zijn bij de op 20 juni 1978 goedgekeurde statuten en bij de koninklijke besluiten en de ministeriële besluiten van het Waalse Gewest tot overdracht van het beheer van de onroerende goederen. Deze voor eensluidend verklaarde plannen liggen ter inzage op de zetel van de Autonome Haven van Namen. Wanneer zich wijzigingen in de samenstelling van de goederen voordoen, worden de plannen herzien.

De handelingen voor de overgave van nieuwe goederen hebben plaats in bijzijn van een vertegenwoordiger van elke partij en zijn het voorwerp van een uitvoerig plan en van een proces-verbaal houdende beschrijving van alle aan de haven toegewezen goederen en van hun staat op het moment van de overgave.

Art. 8. Buiten de in artikel 6 bedoelde inbreng beschikt de vereniging over de volgende middelen :

- kadegelden, tolgelden en retributies van alle aard, huurgelden en diversen;
- toelagen van de overheid en de openbare instellingen, alsmede van privaatrechtelijke personen;
- afboekingen van het reservefonds;
- opbrengst van door de vereniging uit te geven of aan te gane leningen;
- alle andere toevallige ontvangsten.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur, toezicht*

Art. 9. De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit een voorzitter die door de Waalse Regering onder de representatieve kopstukken van de provincie Namen wordt aangewezen, en uit zeventien leden die door de vennoten worden benoemd.

De mandaten worden verdeeld als volgt :

- zeven mandaten voor het Waalse Gewest;
- drie mandaten voor de provincie Namen;
- twee mandaten voor de stad Namen;
- twee mandaten voor de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise";
- één mandaat voor de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse";
- één mandaat voor de stad Andenne;
- één mandaat voor de gemeente Floreffe.

Art. 10. De raad kiest twee ondervoorzitters en wijst een secretaris aan onder het personeel dat de Waalse Overheidsdienst ter beschikking stelt van de haven. De secretaris van de raad is niet stemgerechtigd.

Art. 11. Voor elke titularis wijst de overheid die deze heeft benoemd, een plaatsvervangend lid aan. De plaatsvervangende leden mogen de titularissen vervangen als deze laatsten verhinderd zijn.

De voorzitter, de gewone en plaatsvervangende leden die het Waalse Gewest vertegenwoordigen, worden benoemd voor een termijn van vijf jaar. De benoemingen zijn hernieuwbaar.

De gewone en plaatsvervangende leden die de provincie, de gemeenten en de BEP vertegenwoordigen, worden benoemd voor een termijn van zes jaar. De benoemingen zijn hernieuwbaar; ze geschieden binnen vier maanden na de instelling van de provincieraad, de gemeenteraden en de BEP.

De leden van de raad en hun plaatsvervangers kunnen ieder ogenblik in hun ambt worden vervangen door de overheden die hen benoemd hebben.

De binnen drie maanden aangewezen opvolgers voleindigen het mandaat.

Bij overlijden of ontslag van de voorzitter, van een lid of een plaatsvervanger, wordt binnen drie maanden een opvolger aangewezen, die het mandaat voleindigt.

De persoon die de hoedanigheid verliest waarin hij benoemd werd, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen. Zijn mandaat wordt door zijn opvolger voleindigd.

Art. 12. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de secretaris.

Art. 13. De beraadslagingen van de raad zijn het voorwerp van processen-verbaal die door de secretaris worden opgemaakt. De secretaris richt binnen tien dagen na de beraadslaging een afschrift van de processen-verbaal aan de gewone en plaatsvervangende leden die eraan deelgenomen hebben, alsmede aan de regeringscommissarissen bedoeld in artikel 17. Bij het proces-verbaal voegt hij een afschrift van alle bescheiden waarnaar in de beraadslagingen wordt verwezen en die niet zouden zijn toegestuurd. Ieder proces-verbaal wordt tijdens de volgende zitting goedgekeurd of gewijzigd.

De voor eensluidend verklaarde afschriften en de uittreksels worden door de secretaris getekend.

Art. 14. De raad kan op eigen verantwoordelijkheid de nodige bevoegdheden voor het dagelijkse beheer van de vereniging aan één of meer personen opdragen.

Bovendien kan de raad op eigen verantwoordelijkheid bepaalde bevoegdheden aan één of meer leden opdragen.

Art. 15. De raad is gemachtigd om alle daden van beheer en van beschikking van de autonome haven te verrichten; hij spreekt zich uit over alle aangelegenheden betreffende de havenwerken, de uitrusting en de exploitatie ervan; hij verleent de concessies en de vergunningen, koopt en verkoopt, huurt en verhuurt de roerende en onroerende goederen.

De rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder, worden namens de vereniging door de raad van bestuur op diens beslissing ingesteld.

Art. 16. De raad legt alle voorschriften voor de werking en de organisatie van de vereniging in een huishoudelijk reglement vast; dat reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister die bevoegd is voor Openbare Werken.

Art. 17. Overeenkomstig de wetgeving betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt het toezicht op de vereniging uitgeoefend door twee commissarissen die door de Waalse Regering worden benoemd, de ene op de voordracht van de Minister die bevoegd is voor Openbare Werken, de andere op de voordracht van de Minister van Begroting.

HOOFDSTUK IV. — *Boekjaar, balans, winst- en verliesrekening, saldoverdeling*

Art. 18. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 19. De raad maakt jaarlijks de volgende stukken op :

- een ontwerp-begroting;
- een jaarverslag over de werkzaamheden van de vereniging;
- een jaarlijkse rekening van uitvoering van de begroting;
- een balans, waaraan een resultatenrekening wordt toegevoegd.

De raad maakt ook periodieke staten op.

Deze stukken worden aan de bevoegde Ministers gezonden op het tijdstip, onder de voorwaarden en op de wijze die vastliggen in de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Ze worden eveneens aan de andere vennoten gezonden.

Art. 20. De door de autonome haven van Namen verrichte investeringen worden geëvalueerd volgens onderstaande regels :

1. Regels voor de evaluatie van de uitrustingen van de havens en de werken :

Terreinen en aanplantingen : geen afschrijving.

Aankoop van terreinen : afschrijving in één jaar, het jaar van de aankoop van de terreinen.

Wegen en opslagruimten : afschrijving in 30 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Wegverhardingen : afschrijving in 5 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Aankoop van gebouwen : afschrijving in 30 jaar, vanaf het jaar van de aankoop.

Renovatie van gebouwen : afschrijving in 30 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Kunstwerken en bruggen : afschrijving in 50 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Weegbruggen en slipways : afschrijving in 30 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Rioleringswerken : afschrijving in 50 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Waterleidingen : afschrijving in 30 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Aansluitingen op spoorlijnen : afschrijving in 30 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Elektrische aansluitingen : afschrijving in 15 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Verkeerstekens : afschrijving in 5 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Onderzoekskosten afschrijving in 5 jaar, vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Bijkomende werken : afschrijving in hetzelfde tempo als dat van de voornaamste werken waarop ze betrekking hebben vanaf het jaar waarin de werken opgestart worden.

Andere diverse uitrustingen : afschrijving naar gelang van de aard en de duur van het economische leven van bedoelde uitrusting.

2. Regels voor de evaluatie van de toelagen :

Afschrijving van de toelagen in hetzelfde tempo als dat van de investeringen waarvoor ze zijn toegekend.

3. Regels voor de evaluatie van de immateriële activa :

Activa in erfpacht : afschrijving over de duur van het vruchtgebruik vanaf het jaar waarop het contract in werking treedt.

4. Regels voor de evaluatie van de andere materiële activa :

Kantoor materiaal en -meubilair : afschrijving in 5 jaar, vanaf het jaar van aankoop.

Informaticamateriaal : afschrijving in 3 jaar, vanaf het jaar van aankoop.

Art. 21. De nettowinst wordt besteed als volgt :

Er kan een dotatie uitgetrokken worden voor de betaling van een vergoeding aan de vennoten. Die vergoeding wordt door de raad van bestuur vastgelegd. Ze mag niet hoger zijn dan 6 % van het door de vennoten gestorte kapitaal.

Het eventuele saldo wordt in een reservefonds zonder speciale bestemming gestort.

Eventuele verliezen worden door het reservefonds gedekt. Als dat niet het geval is, worden ze op nieuwe rekeningen overgebracht.

HOOFDSTUK V. — *Herziening van de statuten, uittreding, verlenging, ontbinding, vereffening*

Art. 22. Elke wijziging in de statuten van de vereniging wordt door de raad bepaald en overeenkomstig de bepalingen van de wet goedgekeurd.

Art. 23. De vennoten kunnen slechts met de instemming van alle vennoten en met de goedkeuring van de Waalse Regering uit de vereniging treden. De ontbinding van de vereniging is aan dezelfde voorwaarden onderworpen.

De vereniging kan ook bij besluit van de Waalse Regering ontbonden worden.

Art. 24. 1. In geval van ontbinding wijst de raad de vereffenaar(s) aan; hij legt hun bevoegdheden vast en bepaalt de wijze van vereffening met inachtneming van de §§ 2 en 3.

2. De vennoten nemen al naar gelang het geval de eigendom en het genot van hun inbreng terug, alsook alle kunstwerken en werktuigen waarvan ze de aanschaffings- en installatiekosten alleen hebben gedragen. Dit moet evenwel met inachtneming van de integriteit van elke haveninstallatie geschieden.

De kunstwerken of werktuigen waarvan de vennoten genoot zijn afstand te doen, worden door het Waalse Gewest overgenomen na schatting door deskundigen op het moment van de ontbinding; als het gaat om door het Waalse Gewest gesubsidieerde kunstwerken, worden de vennoten slechts naar verhouding van hun eigen onkosten vergoed.

3. De bouwwerken en installaties die voor rekening van de vereniging zelf zijn uitgevoerd, evenals elke door haar gedane aanwerving, worden overgedragen aan de partij die eigenaar was van de haven vóór de oprichting van de vereniging of, bij ontstentenis, aan de openbare persoon die het beheer en de exploitatie van de haven overneemt. De opbrengst van deze overdrachten, waarvan de marktwaarde door deskundigen wordt bepaald, wordt op het actief van de in vereffening zijnde vereniging gestort.

Het beschikbare actief wordt, na aftrek van het opeisbare passief, onder de vennoten verdeeld naar verhouding van hun inbreng. De verliezen worden in dezelfde verhouding gedragen. »

Art. 2. Deze statuten vernietigen en vervangen de statuten die de Waalse Regering op 10 mei 2001 heeft goedgekeurd, alsook de latere aanpassingen ervan.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2009.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,
M. DAERDEN